

ALTERNATIVES A LA TRONCONNEUSE

Par Jean-Claude CHAILLEY

La «tronçonneuse» ce n'est pas que Milei, Trump, Elon Musk, ...La France est contaminée.

La lutte entre ténors politiques de toutes les variantes de droite et d'extrême droite concerne la présidentielle. Pas le fond de la politique. Ils sont tous d'accord pour baisser les dépenses publiques « de 120 - 150 milliards en 4 ou 5 ans sur la Sécurité sociale et les services publics, se débarrasser de 1 million de fonctionnaires, «rapprocher le brut du net», imposer une prétendue «dose de capitalisation» ...

Pour eux il n'est pas question de toucher, même modestement, aux profits des entreprises, aux milliardaires. Au contraire malgré les déficits on leur promet de nouveaux dégrèvements que ce soit de cotisations sociales ou d'impôts de production. Ils auto déclarent leurs paquets d'action «outil de travail». Exemple les 75 milliards de Mme Bettencourt Meyers: son «outil de travail» c'est les paquets d'action que lui a transmis sa maman, Liliane.

Après ils dénoncent comme «rentiers», comme profiteurs, les chômeurs ou RSA ! Mieux vaut s'en prendre aux pauvres sous couvert de «lutte contre l'assistanat». Rien de moderne, c'est un plagiat d'Adolphe Thiers, le fusilleur de la Commune, il y a 150 ans. Ou rendre les immigrés responsables de tout, de déficits monstrueux, comme avant-guerre les ritals», les «polaks», les juifs...

On a beaucoup de tronçonneur.es en France. Mais la différence avec l'Argentine et les Etats Unis, c'est qu'on a un président massivement rejeté, des gouvernements successifs minoritaires, des mobilisations encourageantes même s'il faut les amplifier et mieux les coordonner.

On peut sauver et reconquérir notre modèle social !

A) Leurs manipulations se fracassent contre le mur de la réalité. Le problème c'est le manque de croissance, la quasi-stagnation du PIB.

Il ne faut pas inverser, se laisser impressionner par les prétendues «57 % de dépenses publiques» qui caractériseraient une France «socialiste» (responsable LR, éditorialiste BFM, PDG de fonds d'investissement, ...)

C'est une manipulation de l'opinion publique pour 3 raisons :

1) Un % est une division. Par exemple une dépense de 100 pour un PIB de 100 c'est un ratio de 100 % des dépenses / PIB. Si la dépense reste à 100 mais que le PIB baisse à 50, on passe à 200 % / PIB. **Le problème c'est le PIB trop faible pas les dépenses trop hautes puisqu'elles n'ont pas changé.**

C'est ce qui se passe en France. **Si on avait le même PIB / habitant que la Hollande, personne ne parlerait dépenses.**

La politique de l'offre menée depuis la fin du quinquennat Hollande est catastrophique même par rapport aux politiques toutes libérales de l'OCDE!

2) Les 57 % ne sont pas uniquement des dépenses «publiques» **puisque'il y a des cotisations sociales qui sont une partie du salaire**, et ça fait une énorme différence avec les pays qui financent leur protection sociale par l'impôt. **La comparaison est volontairement faussée.**

3) **La comparaison dépenses / PIB est aussi pertinente que comparer les dépenses « publiques » à la hauteur du Mont Blanc :** les «dépenses privées» ne sont pas de 100%– 57% = 43 % comme on essaie

de nous le faire croire car **les dépenses publiques ne sont pas une partie du PIB**. Voir les calculs de l'économiste atterré Christophe Ramaux qui évalue les dépenses «privées» à environ 250 % comparées au PIB.

4)
► **Le total des dépenses «publiques» et «privées» est de l'ordre de 300 – 350 %.**
On ne doit pas accepter leur affirmation qu'avec 57 % on serait «champions du monde des dépenses publiques...»

B) Dans l'immédiat on peut avoir des budgets Sécurité sociale et services publics progressistes car Macron a multiplié les dépenses inutiles ou excessives. Rien n'oblige à les conserver, encore moins à les accroître!

Jean Pierre Raffarin, ex Premier ministre, l'a avoué à sa façon: *«je suis contre la suspension ou l'abrogation de la réforme des retraites car c'est la seule économie qu'on a faite»*. Oui ils font des économies sur la protection sociale et les services publics et d'énormes gaspillages ailleurs:

Macron et ses gouvernements sont totalement responsables des dizaines de milliards d'exonérations de cotisations sociales «patronales» et de cadeaux budgétaires.

Plus de 200 milliards par an d'aides aux entreprises (7 points de PIB) c'est trop. Personne n'a pu les justifier. Ça se comprend, on connaît le résultat global : gigantesque recul de l'industrie, gigantesque recul du PIB par habitant en France qui est 24ème en 2024 (FMI), au-dessous de la moyenne de la zone euro!

Pourtant M Lecornu 1, l'homme dit de «compromis» veut en rajouter. 3 exemples:

1) **La CVAE** (cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, créée en remplacement de la taxe foncière des entreprises). **Elle était de 15 Md en 2020. Elle n'est plus que d'environ 4 milliards, et M Lecornu veut encore la baisser de 1,3 Md. Ce n'est pas un «compromis», c'est une provocation!**

2) **Pareil pour les exonérations de cotisations sociales à la Sécurité sociale. En 2017 elles étaient de 36 Md** (Projet de loi d'approbation des comptes de la sécurité sociale 2022 ANNEXE 2) ; **Elles sont de 75 Md en 2024** (Rapport à la Commission des comptes de la Sécurité sociale)

Non seulement on a créé des déficits, mais on a créé des trappes à bas salaires, donc des produits à faible valeur ajoutée. Or il n'est pas possible d'être compétitif sur les salaires avec la Roumanie, la Bulgarie, la Pologne, proches géographiquement, et aux couts du travail inférieurs à la moitié de la France. On subventionne les délocalisations!

M Lecornu trouve que ce n'est pas assez. Il propose «une défiscalisation et un allègement des charges sociales» sur les heures supplémentaires». Idem pour la prime Macron

3) **Idem pour le budget militaire.** Rien n'oblige, sauf vouloir plaire à Trump qui transfère ses dépenses militaires à l'OTAN, à passer **de 33 milliards en 2017 à 100 milliards en 2030 auxquels s'ajoute la participation aux dépenses au niveau européen.**

6,6 Md d'augmentation sont prévus pour 2026, davantage que l'abrogation de la réforme des retraites. Or la militarisation dans un ou plusieurs pays entraîne la militarisation dans le monde entier. Ainsi il y a réarmement massif de l'Allemagne, qui va avec une nouvelle réforme du chômage : *«Les chômeurs d'outre-Rhin verront leurs allocations réduites de 30% au bout de deux entretiens manqués dans un*

centre pour l'emploi... » (Les Echos). On ne peut dénoncer le réchauffement de la planète et s'accommoder des guerres et de dépenses mondiales délirantes. Il faut la paix, il faudrait un nouveau Jaurès.

► Il y a de multiples moyens de récupérer des dizaines de milliards en cotisations sociales, en réduction de dépenses devenues très excessives, en justice fiscale.

►

► Le MEDEF menace en permanence mais la réalité c'est qu'il y a tellement d'argent qu'ils rachètent massivement leurs propres actions: 25 -30 Md / an.

► Si la fraude reste de 80 – 100 milliards, c'est pour l'essentiel parce qu'on permet l'existence de paradis fiscaux en Europe, parce qu'on permet que «l'optimisation fiscale» soit légale.

Augmenter les salaires, et non les baisser en rapprochant le «brut» du net»

Toutes les fédérations patronales, toutes les variantes de droite et d'extrême droite, la plupart des journalistes et «experts» martèlent «Il faut augmenter les salaires». Etonnant et même louche de la part du patronat ! Puis ils précisent «**Pour augmenter le NET il faut baisser les charges sociales** ». Il faut expliquer le piège aux salarié.es.

Rappel des fondamentaux de l'économie:

Dans tout système économique c'est le travail qui crée les richesses; c'était vrai avant le capitalisme, ce sera encore vrai si un jour il y a le socialisme.

SALAIRE		PROFIT (EBE)	Impôts - subv
Salaire NET	Cotisations sociales		
	Cotisations salariales	Cotisations "patronales"	

Les cotisations sociales sont une partie du salaire. Conséquences :

1) On ne peut augmenter le salaire par la baisse des cotisations puisque ce serait « augmenter » le salaire en prenant « l'augmentation »... dans le salaire !

2) La fausse augmentation des salaires remplacerait une vraie augmentation. Au moment des NAO (Négociations Annuelles Obligatoires), les employeurs diront : « vous venez d'avoir votre (*fausse*) augmentation, vous n'en aurez pas une deuxième ». **C'est donc en réalité une baisse des salaires car la fausse augmentation serait mangée par l'inflation.** C'est une des raisons de la campagne effrénée du MEDEF, de toutes les fédérations patronales.

3) Les cotisations qui manquent asphyxieraient la Sécu, autre objectif du patronal et de ses suppôts : **tuer la Sécu, imposer la capitalisation.**

Et la baisse de la CSG entre le SMIC et 1,4 SMIC (proposition PS) ?

La CSG est de fait un 2^{ème} impôt sur le revenu, plus important que le 1^{er} (153 Milliards en 2024). Elle est payée à 88 % par les revenus d'activité et de remplacement (retraite, chômage).

Si on baisse la CSG qui finance la Sécurité sociale, par quoi la remplacer ?

Comme dit Sophie Binet s'il s'agit de remplacer la CSG par une augmentation des cotisations, notamment « patronales » (75 milliards d'exonérations par an + 15 milliards d'exemptions), c'est

parfait. M Barnier avait reconnu que les exonérations de cotisations « patronales » avaient bénéficié d'un « effet d'aubaine » de 20 milliards entre 2021 et 2023, ce ne serait donc que justice.

C) NON LA SECU N'EST PAS « UN MODELE A BOUT DE SOUFFLE »

D)

C'est le titre du Quotidien du médecin, comme de beaucoup d'autres.

- Pourtant les médecins doivent savoir que par exemple le Ségur de la santé n'a pas été financé. Il manque plus de 10 milliards par an à la Sécu. Eux-mêmes ont réclamé de fortes revalorisations. Ce ne peut être au détriment de leurs patients, il faut des moyens supplémentaires.

- Il est incontournable de dépenser davantage pour la protection sociale : allongement de l'espérance de vie, davantage de maladies chroniques, davantage de retraités, pic du baby-boom, progrès d'imagerie, nouvelles thérapeutiques, ...

- On peut aussi faire des économies. La privatisation, la financiarisation galopante, sont ruineuses. Les labos par exemple ont une marge double des autres secteurs de l'économie (CNAM). Les méthodes de management tournées vers l'économie au lieu du soin ont des effets pervers ruineux. La prévention est le parent pauvre en France.

Fonction publique

M Juvin, député LR et chef des urgences à l'Hôpital Européen Georges Pompidou veut se débarrasser de 1 million de fonctionnaires. Il est même prêt à les payer 70 % de leur salaire pendant 10 ans, qu'ils retrouvent un emploi ou non.

Quel mépris : 1 million « d'inutiles ». Où (Elon) Juvin les trouve t-il ? 200 000 de trop à l'hôpital ? dans l'enseignement ? 40 000 dans l'armée ? fermer des mairies ? ...

Non il faut au contraire rendre la fonction publique plus attractive. L'éducation, la recherche, en particulier sont une priorité. Les libéraux n'ont jamais compris que les services publics ne sont pas l'ennemi de l'industrie mais complémentaires.

Nos revendications immédiates

Aucune coupe budgétaire, ni 40 Md, ni 30, ni 20 !

Augmenter les salaires, SMIC à 2000 € brut, rétablir l'échelle mobile des salaires, ça relancera la consommation, l'économie, génèrera des emplois, des impôts et des cotisations.

Augmenter nettement au-delà de l'inflation le budget de la Sécurité sociale, des services publics, de la transition écologique.

Abroger la réforme des retraites, augmenter les retraites.

Nous avons vu que les moyens budgétaires sont faciles à trouver à condition d'en avoir la volonté politique.

Au-delà c'est une République sociale qui est nécessaire.

Il n'y a aucun avenir avec les Lecornu 1,2,3. Malgré la baisse du pouvoir d'achat l'épargne augmente tout le monde se dit qu'avec la politique actuelle l'avenir sera encore pire que le présent. La politique de Macron crée la stagnation, un profond désarroi et une immense colère.

Certes nous ne sommes plus au moment du Conseil National de la Résistance. Néanmoins la logique qui a été nécessaire pour redresser une France exsangue reste largement valide : la Sécurité sociale, les services publics, des pôles publics incluant des nationalisations ou renationalisations (sinon ils seront obligés de suivre les règles de leurs puissants concurrents), un code du travail du 21^{ème} siècle. Des

investissements notamment dans l'éducation, la recherche, l'hôpital public. La protection sociale devra sortir du privé lucratif, l'industrie, la transition écologique, relancées.

Une République sociale est non seulement nécessaire, en ce 21^{ème} siècle elle est possible.